

LETTRE AU CHARGE DE LA COMMUNICATION DES PUTSCHISTES

Suite de la page 1

On ne peut pas confier sa gestion au blanc-bec que vous êtes, nonobstant vos accointances avec le distributeur de strapontins. Votre chance, et pour le malheur de la presse gabonaise, est que le régime en place est en panne de cadres compétents. En temps normal, un gogol de votre acabit ne devient pas ministre de la République, même si vous allez «laver le corps» chez les Pygmées des forêts de l'Ivindo. Mon grand-père disait : « C'est par manque de chien qu'on va en brousse avec un cabri. »

Depuis que vous êtes ministre de la Communication du gouvernement des putschistes, vous n'avez apporté aucune réforme positive, ne serait-ce qu'à Gabon Télévision, qui devrait être la vitrine du pays. Voyez-vous les conneries que cette chaîne publique diffuse, à longueur de journée, alors qu'il s'agit d'une chaîne sur satellite, donc suivie dans le monde entier ? On peine à trouver un

Acquisition de Necotrans

Bolloré renforce son monopole au port d'Owendo

Par AP

Le groupe Bolloré a annoncé, il y a quelques jours, l'acquisition de 49% des parts que la société Necotrans, en grandes difficultés financières, possédait dans la société des terminaux des conteneurs du Gabon (STCG). Le groupe Bolloré est désormais seul maître à quai. Il peut dès à présent imprimer sa marque dans la gestion de cette entreprise. Il est à craindre que le groupe ne songe d'abord qu'à rentabiliser cette acquisition surtout que la STCG est liée avec l'Etat gabonais par un contrat de concession pour une durée de vingt ans depuis le 4 novembre 2009, date du lancement effectif de ses activités. Après deux années de construction du nouveau terminal à conteneurs du port d'Owendo.

Le groupe Bolloré, qui est loin d'être un philanthrope, va s'assurer que son retour



sur investissement va se faire sur la durée restante de ce contrat. Il n'a qu'une seule manière de le faire, augmenter ses marges. Il y a quelques mois, Rigobert Ikambouayat Ndeka, le directeur général de l'Oprag, se plaignait déjà que les prestataires au port d'Owendo s'illustraient par des marges trop importantes. Il est à craindre qu'avec le contrôle de 100% des parts que vient de s'offrir Bolloré sur STCG, les inquiétudes du directeur général de l'Oprag ne parviennent pas à arrêter la volonté de Bolloré de rentabi-

liser au plus vite son investissement en pratiquant des prix très élevés.

Le monopole concédé à Bolloré par l'Etat gabonais, sans doute une contrepartie du soutien des français Hollande, Valls et Ayrault à la junte militaro-putschiste qui n'a pas hésité à massacrer les Gabonais pour se maintenir au pouvoir, pose un enjeu de sécurité nationale. Le groupe Bolloré sera ainsi le propriétaire à 100% du lieu par où transite tout le fret maritime entrant au Gabon. Une situation économiquement dange-

reuse. Bolloré a ainsi un levier par lequel il contrôle la progression des prix des biens de consommation au Gabon. Sans oublier que l'Etat lui confie de fait la gestion d'un pan de la santé publique au Gabon. La moindre défaillance du groupe Bolloré, en laissant des conteneurs « inappropriés » entrer ou sortir du Gabon, peut s'avérer fatale. Sans oublier que Bolloré tient là également un élément de contrôle des libertés au Gabon. Il peut décider de manière discriminante de favoriser tel ou tel en fonction des services que vend la STCG.

La junte est décidément prête à tout pour payer en retour la reconnaissance obtenue des français. Dans cette optique, rien ne peut l'arrêter, même pas les intérêts stratégiques du Gabon qui ne se retrouvent pas dans le contrôle à 100% de la STCG par Bolloré.